

Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques

Le dosage des impôts et la croissance économique : des leçons pour le Québec

Document de travail 2012/01

Matthieu Arseneau

Ngoc Ha Dao

Luc Godbout

30 janvier 2012

 UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

REMERCIEMENTS

La *Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques* de l'Université de Sherbrooke tient à remercier de son appui renouvelé le ministère des Finances du Québec et désire lui exprimer sa reconnaissance pour le financement dont elle bénéficie afin de poursuivre ses activités de recherche.

LA MISSION DE LA CHAIRE DE RECHERCHE EN FISCALITE ET EN FINANCES PUBLIQUES

La *Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques* (CFFP) a été mise sur pied le 15 avril 2003. Au Québec, les lieux communs et officiels où praticiens, cadres de l'État et chercheurs peuvent échanger sur les nouveaux défis touchant la fiscalité et les finances publiques sont rares. De plus, la recherche dans ces domaines est généralement de nature unidisciplinaire et néglige parfois l'aspect multidisciplinaire des relations entre l'État et ses contribuables. La *Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques* tire sa raison d'être de ces deux réalités. La mission principale de la Chaire est de stimuler la recherche et la formation interdisciplinaires par le regroupement de professeurs et de chercheurs intéressés par la politique économique de la fiscalité. Pour plus de détails sur la *Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques*, vous pouvez consulter son site officiel à l'adresse suivante : <http://www.usherbrooke.ca/adm/recherche/chairefiscalite/>.

Luc Godbout est professeur à la Faculté d'administration de l'Université de Sherbrooke et chercheur principal en finances publiques à la CFFP.

Ngoc Ha Dao est professionnel de recherche à la CFFP.

Matthieu Arseneau collabore aux travaux de recherche à la CFFP.

Les opinions exprimées n'engagent que les auteurs, ces derniers assument l'entière responsabilité des commentaires et des interprétations figurant dans la présente étude.

Merci à la *Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques* pour l'appui financier qui a rendu possible la réalisation de cette étude.

Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques

Faculté d'administration, Université de Sherbrooke

2500, boul. de l'Université

Sherbrooke (Québec) J1K 2R1

Téléphone : (819) 821-8000, poste 61353

Télécopieur : (819) 821-7396

Courriel : cffp.adm@usherbrooke.ca

TABLE DES MATIÈRES

I. Introduction.....	1
II. Le recours aux taxes à la consommation	3
III. Relation entre la croissance économique et le dosage des impôts	6
IV. La méthodologie.....	9
V. Les résultats, leur sensibilité et les leçons pour le Québec	13
VI. Conclusion	16
Bibliographie	17

I. INTRODUCTION

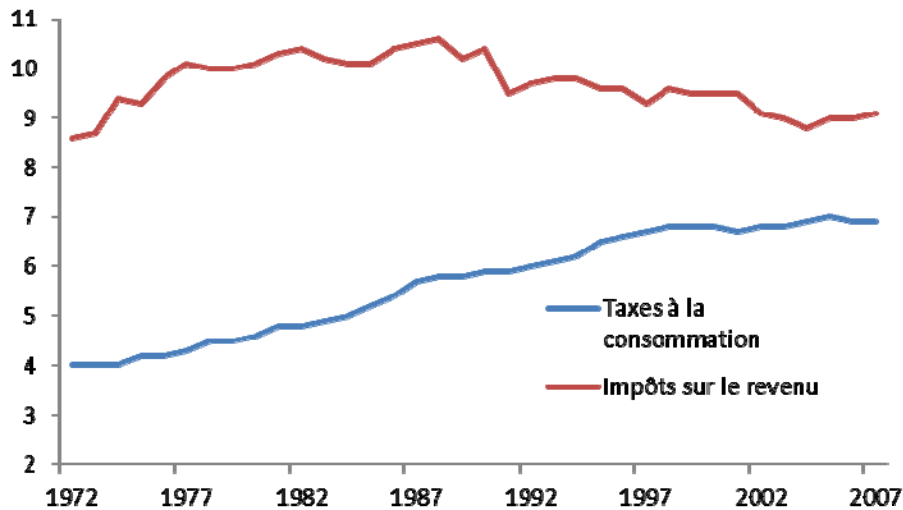
Dans le contexte économique actuel, la question qui se pose souvent est la suivante : comment hausser les revenus de l'État sans nuire, ou nuire le moins possible, à la croissance économique? Également, est-il possible de développer une politique fiscale qui favorise la croissance économique?

Au Québec, où le poids de l'imposition des revenus des particuliers en proportion du PIB est le plus élevé du G7, ces questions sont particulièrement indiquées et invitent par le fait même le gouvernement du Québec à envisager de rééquilibrer son régime fiscal et à augmenter la contribution des taxes à la consommation.

Plusieurs arguments théoriques défendent l'hypothèse selon laquelle la taxation de la consommation serait moins dommageable pour la croissance économique que ne l'est l'imposition des revenus.

À cet égard, les données de l'OCDE confirment que, depuis les années 1980, les pays ont globalement entrepris une réduction de poids de l'imposition du revenu en proportion du revenu alors que depuis les années 70, le poids des taxes à la consommation a tendance à s'accroître.

Figure 1 : Évolution des impôts sur le revenu et des taxes à la consommation en proportion du PIB pour l'ensemble des pays de l'OCDE, 1972-2007 (en pourcentage)



Source : Statistiques fiscales de l'OCDE.

Dans le cadre de cette étude, l'exercice consiste à évaluer empiriquement si cette direction est favorable pour la croissance économique parmi un échantillon de pays de l'OCDE couvrant la période de 1972 à 2007. Pour ce faire, un modèle a été développé pour expliquer la relation entre la croissance économique et la manière de prélever les impôts et taxes. Évidemment, il ne s'agit pas d'une simple relation de causes à effets, plusieurs autres variables clés sont prises en considération.

En bout de piste, il sera alors possible d'observer si une révision du dosage des impôts entre l'imposition du revenu et la taxation de la consommation peut avoir un impact significatif sur la croissance économique.

II. LE RECOURS AUX TAXES A LA CONSOMMATION

Dans son plan de retour à l'équilibre budgétaire, le Québec a choisi d'accroître la TVQ, en la faisant passer de 7,5 p.100 à 8,5 p.100 au 1^{er} janvier 2011 et à 9,5 p.100 au 1^{er} janvier 2012. Il n'est pas seul à avoir choisi cette voie. En effet, quinze autres pays ayant déjà un taux de TVA plus élevé que celui en vigueur au Québec l'ont aussi prise récemment (voir le tableau 1). Quatre pays ont limité la hausse à un point de pourcentage, mais l'Espagne et l'Irlande ont majoré leur taux de deux points, l'Italie et le Portugal de trois points, la Grèce de quatre points et le Royaume-Uni de cinq points. La Hongrie décroche la palme de l'augmentation avec une hausse de sept points.

Tableau 1 : Relèvement du taux de TVA dans certains pays de l'Union européenne

Pays	Taux TVA (2008)	Nouveau taux post récession	Variation
Finlande	22	23	1
Pologne	22	23	1
République Slovaque	19	20	1
République Tchèque	19	20	1
Espagne	16	18	2
Estonie	18	20	2
Irlande	21	23	2
Italie	20	23	3
Lituanie	18	21	3
Portugal	20	23	3
Grèce	19	23	4
Lettonie	18	22	4
Roumanie	19	24	5
Royaume-Uni	15	20	5
Hongrie	20	27	7

Sources : Commission européenne (2011) et site Internet de TMF Group, consulté le 23 janvier 2012 : <http://www.tmf-vat.com/vat/eu-vat-rates.html>

Une solution aux difficultés budgétaires semble se trouver dans une révision du dosage des impôts et un basculement relatif de la fiscalité directe vers la fiscalité indirecte. C'est la

conclusion à laquelle est arrivée récemment la Commission européenne dans son livre vert sur l'avenir de la TVA. On y indique qu'étant donné l'incidence qu'aura le vieillissement de la population dans les années à venir sur les marchés du travail, les modes d'épargne et de consommation ainsi que sur les finances publiques, une adaptation des systèmes fiscaux s'imposera. Il est possible que le financement de l'État-providence doive moins reposer qu'aujourd'hui sur l'imposition du travail et des revenus de l'épargne, ce qui plaide également en faveur d'un basculement vers la fiscalité indirecte¹. Axée sur cette idée, la présente étude cherche le meilleur dosage des impôts afin de stimuler la croissance économique.

Un tel basculement serait d'autant plus important au Québec, ayant un modèle social de type européen préconisant une meilleure redistribution de la richesse et nécessitant un poids de recettes fiscales plus élevé, où le poids des impôts sur le revenu en proportion du PIB est parmi les plus élevés de l'ensemble des pays de l'OCDE (14 p.100 pour l'année 2007).

Le tableau 2 permet de bien cerner le positionnement de la fiscalité au Québec. Il est bon de savoir que, parmi les pays de l'OCDE faisant l'objet de la présente analyse, le Québec se situait, en 2007, au 4^e rang pour le poids des impôts sur le revenu en proportion du PIB. Inversement, dans le cas des taxes à la consommation, le Québec arrivait au 17^e rang sur 22.

L'analyse du dosage des impôts entre l'impôt sur le revenu des particuliers et les taxes à la consommation se fait par la construction d'un indice. L'indice est calculé comme suit :

$$\text{Indice} = \text{IRP} / \text{TC} \quad \text{où} \quad \text{IRP} = \text{Impôts sur le revenu des particuliers}$$
$$\text{TC} = \text{Taxes à la consommation}$$

Si indice < 1 → Plus grande utilisation des taxes à la consommation

Si indice > 1 → Plus grande utilisation des impôts sur le revenu

¹ Commission européenne, Vers un système de TVA plus simple, plus robuste et plus efficace : Doc. SEC(2010) 1455 final, décembre 2010, <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0695:FIN:FR:PDF> .

Le dosage des impôts et la croissance économique :
des leçons pour le Québec

Le Québec se distingue des pays comparés comme étant l'un des endroits ayant la plus grande dépendance aux impôts sur le revenu et la plus faible utilisation des taxes à la consommation. En conséquence, le Québec a l'un des ratios de dépendance à l'imposition du revenu les plus élevés.

Tableau2 : Poids de l'imposition du revenu et de la consommation en proportion du PIB 2007

États	Impôts sur le revenu (1)	États	Taxes à la consommation (2)	États	Ratios (1)/(2)
Danemark	25,3	Danemark	10,4	États-Unis	4,85
Nouvelle-Zélande	14,8	Suède	9,2	Australie	2,81
Suède	14,6	Portugal	8,5	Canada	2,67
Québec	14,0	Finlande	8,4	Québec	2,55
Belgique	13,0	Norvège	8,3	Danemark	2,44
Finlande	13,0	Nouvelle-Zélande	8,2	Suisse	2,44
Canada	12,3	Autriche	7,7	Japon	2,23
Italie	11,1	Grèce	7,6	Belgique	1,82
Royaume-Uni	10,9	Pays-Bas	7,5	Italie	1,80
Australie	10,8	Irlande	7,5	Nouvelle-Zélande	1,79
États-Unis	10,6	France	7,4	Royaume-Uni	1,65
Norvège	9,7	Belgique	7,1	Suède	1,60
Autriche	9,4	Allemagne	7,0	Finlande	1,55
Suisse	9,1	Royaume-Uni	6,6	Allemagne	1,29
Allemagne	9,0	Italie	6,2	Espagne	1,23
Irlande	8,8	Espagne	6,0	Autriche	1,23
Pays-Bas	7,7	Québec	5,5	Irlande	1,18
France	7,4	Canada	4,6	Norvège	1,16
Espagne	7,4	Australie	3,8	Pays-Bas	1,02
Portugal	5,6	Suisse	3,7	France	1,00
Japon	5,5	Japon	2,5	Portugal	0,65
Grèce	4,8	États-Unis	2,2	Grèce	0,64

Sources : Statistiques fiscales de l'OCDE et Statistique Canada.

III. RELATION ENTRE LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LE DOSAGE DES IMPOTS

L'idée voulant que les taxes à la consommation soient moins dommageables est largement reconnue depuis l'ouvrage de John Stuart Mill (1848). King et Rebelo (1990), Rebelo (1991), Pecorino (1993) ou Milesi-Ferretti et Roubini (1998) explorent l'idée de John Stuart Mill sous l'angle de l'accumulation du capital physique ou humain.

D'autres examinent les distorsions associées à diverses taxes. Heckman, Lochner et Taber (1998) montrent que la progressivité de l'impôt sur le revenu du travail décourage l'éducation supérieure à cause du rendement marginal décroissant.

En utilisant un échantillon de pays de l'OCDE et couvrant la période 1965-1990, Widmalm (2001) constate que l'impôt sur le revenu personnel en pourcentage du total des recettes fiscales et la progressivité réelle (l'élasticité des recettes fiscales par rapport au revenu) sont associés à une plus lente croissance économique.

Les ministères des Finances du gouvernement du Canada et du Québec reconnaissent aussi la relation entre les modes de prélèvements fiscaux utilisés et la croissance économique. En se basant sur leurs modèles d'équilibre général respectifs, une conclusion partagée indiquait que les taxes sur le capital étaient les plus dommageables sur la croissance économique. Un dollar de réduction de la taxe sur le capital entraînerait une croissance du PIB réel de 0,9 \$ selon Finance Canada et de 1,2 \$ selon Finances Québec. En pratique, les gouvernements du Québec et du Canada ont réagi à ce résultat en abolissant leur taxe sur la valeur du capital.

Inversement, l'un comme l'autre arrivaient au résultat que les taxes à la consommation étaient les moins dommageables. Quant à savoir si l'impôt des sociétés est plus nocif que l'impôt sur le revenu personnel, le tableau 3 illustre que Finance Canada indiquait un gain à long terme plus

Le dosage des impôts et la croissance économique :
des leçons pour le Québec

important lors d'une réduction de l'impôt sur le bénéfice alors que le ministère des Finances du Québec soulignait un gain plus grand lors d'une réduction de l'impôt sur le revenu.

De tels résultats, comme le suggère également l'Union européenne, militent pour une réforme de la politique fiscale déplaçant les prélèvements des impôts les plus dommageables vers ceux qui le sont moins, comme les taxes à la consommation.

Tableau 3 : Gain à long terme en PIB réel d'une baisse de 1\$ en impôt : Canada vs Québec

	Finances Canada (2004)	Finances Québec (2004)
Taxes à la consommation	0.1	0.5
Impôts sur le revenu	0.3	0.7
Impôts sur les bénéfices	0.4	0.6
Taxes sur le capital	0.9	1.2

Note : En supposant que la perte de revenus est compensée au moyen d'impôts et de taxes forfaitaires.

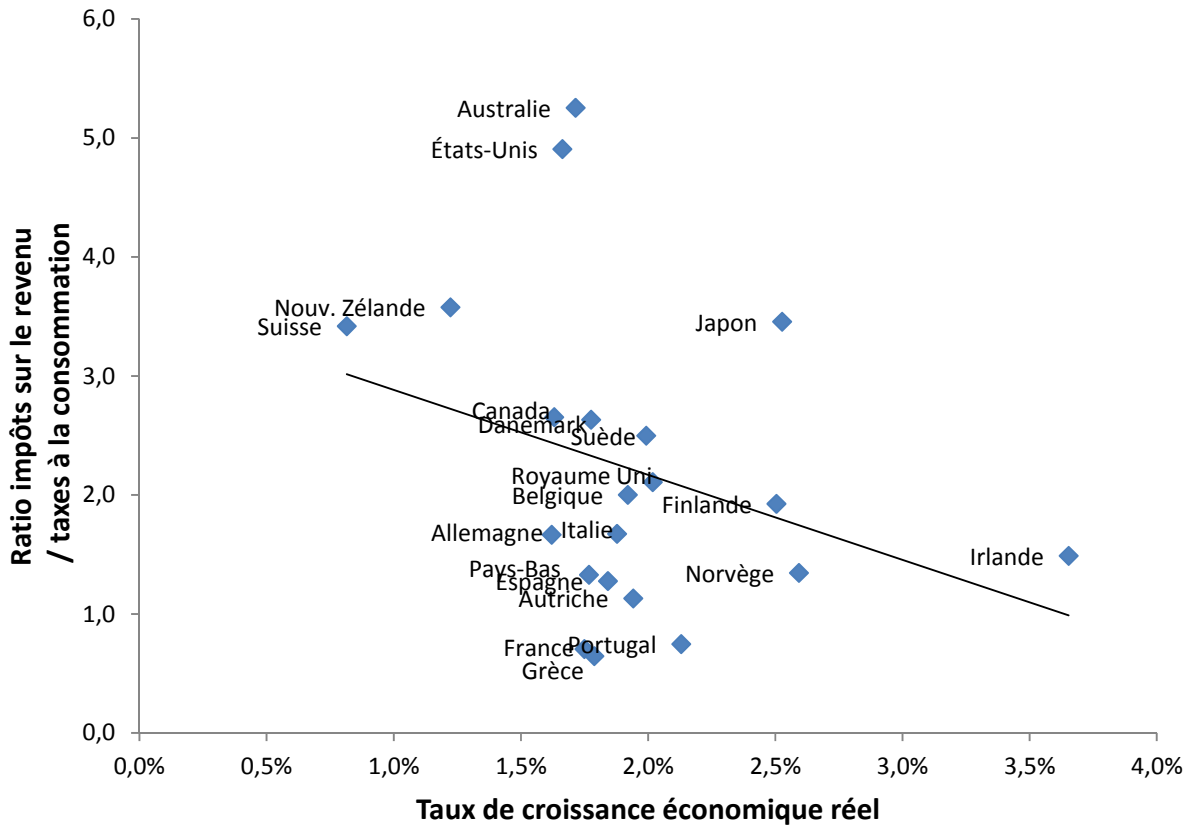
Toujours dans le but d'observer la relation entre la croissance économique et le dosage des impôts, une autre approche consiste à observer la croissance économique réelle sur une longue période pour différents pays ayant différents dosages des impôts.

À l'aide de l'indice du dosage des impôts entre les impôts sur le revenu des particuliers et les taxes à la consommation conçu à la section précédente pour la période couvrant les années 1972 à 2007, il est possible de voir la corrélation entre cet indice et la croissance économique (figure 2). Cette corrélation indique à première vue qu'entre 1972 et 2007, parmi les 21 pays de l'OCDE, un pays ayant eu recours davantage aux impôts sur le revenu qu'aux taxes à la consommation a connu en moyenne une plus faible croissance économique réelle. Mais qu'en est-il vraiment si l'on contrôle pour d'autres déterminants de la croissance économique et qu'on

Le dosage des impôts et la croissance économique :
des leçons pour le Québec

tient compte également des changements de structure fiscale survenus dans chacun de ces pays
au cours de la période?

Figure 2 : Relation entre le dosage des impôts et la croissance économique, moyenne 1972-2007 par pays



Note : Calculs des auteurs à partir des données de recettes fiscales de l'OCDE et de croissance économique de Thomson Financial Datastream.

IV. LA MÉTHODOLOGIE

Pour ce faire, il a été retenu de mesurer la composition des recettes fiscales à l'aide d'un indicateur simple et précis. Le ratio de transformation logarithmique d'un impôt en proportion d'un autre permet de capter la distribution relative des deux types de prélèvements, permettant d'interpréter facilement les effets du passage d'une taxe à l'autre sans modifier le montant des taxes collectées.

Un modèle standard de données longitudinales (modèle de panel) a été utilisé. Pour tenir compte des variations cycliques, les données sont analysées par période de 5 ans et un contrôle temporel a été appliqué.

La période observée a été choisie avec soin. Même si les données étaient disponibles jusqu'en 2009², la période analysée couvre les années 1972 à 2007, excluant les données post-2007 afin d'éviter que la grande récession influe sur nos résultats.

Une attention particulière a été apportée à la sélection des pays. Les pays visés devaient avoir une population d'au moins un million d'habitants et une disponibilité des données pour la période couverte. Malgré certaines observations manquantes pour l'Allemagne (avant la réunification de 1991), compte tenu de la taille de son économie, ce pays fait partie de l'échantillon. En tout, 21 pays de l'OCDE ont été retenus.

La mesure de la croissance du PIB réel retenue est le PIB réel par habitant déterminé par la population en âge de travailler (15-64 ans). Cette mesure a l'avantage de prendre en compte trois éléments contribuant à la croissance économique à savoir : la productivité du travail (PIB par heures totales travaillées), les heures travaillées par travailleur et le taux d'emploi.

² Les données des pays de l'OCDE sont tirées de Thomson Financial Datastream.

Quatre prélèvements fiscaux sont analysés : l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les profits, les taxes sur la masse salariale des employeurs et les taxes à la consommation. Les données des recettes fiscales proviennent directement des statistiques de l'OCDE³.

Les paramètres

Certaines spécificités s'inspirent d'un certain nombre de travaux influents portant sur la croissance économique, notamment Mankiw, Romer et Weil (1992), Barro (1996), Islam (1995) et Caselli, Esquivel et Lefort (1996).

Comme indiqué préalablement, l'observation porte sur le taux de croissance du PIB réel par habitant sur cinq ans. Par exemple, si y_t est le PIB par habitant en 2007, le taux de croissance est $(y_t - y_{t-1}) / y_{t-1}$, où $t-1 = 2002$. À ce titre, selon Caselli, Esquivel et Lefort (1996), un ensemble de déterminants de la croissance économique prenant la forme de variables de stock – parce qu'elles mesurent une quantité dans le temps – sont établis en utilisant les données du début de la période de 5 ans tandis qu'un ensemble de variables de flux – parce qu'elles mesurent un changement au cours de la période – sont établies selon leur niveau moyen au cours de la période de 5 ans.

Selon Moral-Benito (2011), les modèles possibles portant sur la croissance peuvent contenir jusqu'à 140 variables déterminantes, ce qui rend difficile leur sélection. Il suggère un modèle Bayésien. Sa caractéristique fondamentale est d'estimer la distribution des paramètres inconnus. Cette méthode calcule la probabilité de prendre en compte une variable : plus la probabilité d'inclusion sera élevée, meilleure sera la spécification du modèle. En s'appuyant sur leurs résultats, le nombre de déterminants de la croissance économique a été limité à la liste figurant au tableau 4.

³ La classification de l'OCDE se référant à nos quatre catégories de l'impôt est la suivante : la taxe à la consommation (5110), l'impôt sur le revenu (1100), l'impôt sur les bénéfices des sociétés (1200); taxe sur la masse salariale (2200 & 3000).

Tableau 4 : Paramètres

PIB par habitant	Ce logarithme du PIB par la population en âge de travailler au début de chaque période de cinq ans représente la variable de convergence conditionnelle. Cela intègre le fait qu'un pays à faible niveau initial devrait croître plus vite, conformément au modèle de Solow.
Population	Cette variable a pour effet de tenir compte de possibles économies d'échelle. Par exemple, dans une économie de plus grande taille, le coût d'un investissement public, comme un pont, serait partagé par un plus grand nombre de personnes, augmentant le rendement de cet investissement.
Croissance démographique	Le taux de croissance de la population agit également comme un facteur de dépréciation du capital.
Inflation	Une inflation faible et stable résultant d'une politique monétaire crédible encourage les entreprises à investir.
Taux d'investissement	L'investissement non résidentiel du secteur privé en proportion du PIB représente le capital physique.
Éducation	Le nombre d'années de scolarité est estimé par Barro et Lee à tous les cinq ans pour une centaine de pays. Cette variable représente le capital humain.
Ouverture commerciale	Le total des exportations et des importations en proportion du PIB mesure le degré d'ouverture d'une économie. Une économie plus ouverte aura davantage d'opportunités en matière d'investissements étrangers, de nouvelles technologies, en plus d'accroître la concurrence sur le marché domestique.
Dépenses gouvernementales	Le poids des dépenses publiques en proportion du PIB mesure la place qu'occupent les administrations publiques dans l'économie.

L'ensemble des variables explicatives sont exprimées en log sauf le taux d'inflation. Le modèle peut se résumer de la manière suivante :

$$\frac{y_{i,t} - y_{i,t-1}}{y_{i,t-1}} = \alpha_i + \mu_t + \beta S_{i,t-1} + \gamma \hat{F}_{i,t} + u_{i,t}.$$

Si t représente l'année 2007, $t - 1$ représentera l'année 2002. La constante α_i capte les effets spécifiques de chaque pays et μ_t est inclus pour contrôler les effets du temps.

Un ensemble de variables de stock, $S_{i,t-1}$, comprend le niveau initial du PIB, la population, le capital humain, l'ouverture commerciale, les dépenses publiques et l'indicateur du dosage des impôts mesuré au début de chaque période de cinq ans.

Le dosage des impôts et la croissance économique :
des leçons pour le Québec

Le vecteur $\hat{F}_{i,t}$ comprend les variables de flux comme le taux d'investissement, la croissance de la population et l'inflation mesurée au niveau moyen de chaque période de cinq ans.

V. LES RÉSULTATS, LEUR SENSIBILITÉ ET LES LEÇONS POUR LE QUÉBEC

Les résultats

Le tableau 5 présente les résultats pour les trois ratios de prélèvements fiscaux :

- impôts sur le revenu en proportion des taxes à la consommation,
- impôts sur les profits en proportion des taxes à la consommation, et
- les taxes sur la masse salariale en proportion des taxes à la consommation.

Les ratios concernant l'impôt sur le revenu et celui concernant les taxes sur la masse salariale sont statistiquement significatifs à 5 %. Le coefficient estimé de l'impôt sur le revenu en proportion de taxes à la consommation est le plus élevé, signifiant qu'une révision du dosage des impôts qui aurait pour but d'accroître les taxes sur la consommation tout en réduisant proportionnellement les impôts sur le revenu augmenterait plus fortement la croissance économique.

Il faut noter que les résultats indiquent qu'il n'y aurait aucun effet sur la croissance économique à réviser le dosage entre les taxes à la consommation et l'imposition des profits.

Tableau 5 : Résultats de la régression du modèle de croissance

Variables indépendantes	(1)	(2)	(3)
PIB par capita initial	-0.210 -2.09	-0.229 -1.88	-0.288 -2.15
Population	-0.122 -1.08	-0.070 -0.48	-0.061 -0.4
Taux d'investissement	-0.005 -0.12	0.008 0.16	-0.013 -0.29
Éducation	-0.031 -0.43	-0.097 -1.03	-0.134 -1.96
Croissance démographique	-1.726 -1.17	-0.717 -0.49	-0.036 -0.02
Inflation	-0.304 -0.89	-0.533 -1.49	-0.767 -2.34
Ouverture commerciale	0.192 2.35	0.160 1.82	0.166 1.94
Dépenses publiques	-0.084 -1.05	-0.132 -1.41	-0.174 -1.87
<i>Ratios des taxes :</i>			
(i) Impôt sur le revenu/Taxe à la consommation	-0.056 -3.78		
(ii) Impôt sur les profits/Taxe à la consommation		-0.006 -0.36	
(iii) Taxe sur la masse salariale/Taxe à la consommation			-0.027 -2.5
Nombre d'observations	121	121	113
R-carré ajusté	0.63	0.59	0.59

Note : Les statistiques t-Students sont en dessous des estimés.

La sensibilité des résultats

Des tests de sensibilité ont été réalisés afin de valider la solidité des résultats obtenus. Dans l'ensemble, l'exclusion des variables de contrôle (comme l'inflation ou l'ouverture commerciale) ne modifie que très peu le résultat obtenu. Ce dernier demeure toujours fortement significatif.

De plus, chacun des pays a été enlevé individuellement de l'échantillon, et dans tous les cas, le résultat reste très significatif et son coefficient estimé varie peu autour de la valeur initiale.

Le dosage des impôts et la croissance économique :
des leçons pour le Québec

Enfin, une modification à la période d'analyse (1971-2006 ou 1973-2007) ne modifie pas le résultat obtenu.

Les implications politiques pour le Québec

Le coefficient estimé sur le ratio (-0,056) signifie qu'une baisse de 1 % du ratio impôt sur le revenu/taxes à la consommation augmenterait le taux de croissance annuel du PIB réel par travailleur de 15 à 64 ans de 0,01 %.

Partant de ce résultat, il est possible de mesurer l'effet d'une révision du dosage des impôts pour le Québec. Par exemple, qu'arrive-t-il si le gouvernement du Québec réforme sa structure fiscale en augmentant de 1,5 milliard de dollars (grosso modo un point de TVQ) les taxes à la consommation, tout en réduisant d'un montant équivalent son impôt sur le revenu?

Une telle réforme aurait pour effet d'augmenter le taux de croissance annuel du PIB réel de 0,12 % (par exemple, un taux de 2,14 % observé en 2007 aurait donné 2,26 %). Une telle différence sur un horizon de 10 ans majorerait le PIB réel de 4,3 milliards \$. En conséquence, le niveau de vie mesuré par le PIB réel par habitant serait plus élevé d'un montant de 511 \$. Les gains sont clairement significatifs.

VI. CONCLUSION

Il est bien connu que le système fiscal québécois repose fortement sur l'imposition du revenu. Le Québec est clairement un grand utilisateur de l'impôt sur le revenu par rapport à la moyenne de l'OCDE où le poids sur la taxe à la consommation est généralement plus élevé.

Or, s'appuyant sur les données de 21 pays de l'OCDE, la présente étude expose qu'au cours de la période 1972 à 2007 le dosage des impôts a eu un impact sur la croissance du PIB par habitant. Une révision du dosage des impôts qui consisterait à augmenter la taxe à la consommation et réduire proportionnellement l'impôt sur le revenu des particuliers ressort comme étant le plus favorable à la croissance économique.

Dans ce contexte, le Québec a bien fait d'accroître la TVQ dans son plan de retour à l'équilibre budgétaire. Il n'est pas seul dans cette voie, quinze autres pays ayant déjà un taux de TVA plus élevé que celui en vigueur au Québec ont aussi choisi d'accroître leur taxe de vente entre un et cinq points de pourcentage.

Le Québec devra poursuivre cette voie afin de stimuler la croissance économique. Ce constat est d'autant plus pertinent que l'incidence qu'aura le vieillissement de la population sur le marché du travail québécois sera plus marquée que dans le reste du Canada ou qu'aux États-Unis. Compte tenu de sa situation démographique particulière au cours des 25 prochaines années, qui aura pour effet de ralentir notre croissance économique attendue, une révision du dosage des impôts représente une des solutions à envisager par le gouvernement du Québec pour augmenter la croissance économique et le niveau de vie de notre population.

BIBLIOGRAPHIE

- Arnold, J. M., B. B. Christopher Heady, A. Johansson, C. Schweltnus, and L. Vartia (2011). Tax policy for economic recovery and growth. *The Economic Journal* 121, F59–F80.
- Baltagi, B. H., J. M. Griffin, and W. Xiong (2000). To pool or not to pool: Homogeneous versus heterogeneous estimators applied to cigarette demand. *Review of Economics and Statistics* 82 (1), 117–126.
- Barro, R. J. (1996). Determinants of economic growth: A cross country empirical study. NBER.
- Baylor, M. and L. Beauséjour (2004). Taxation and economic efficiency: Results from a Canadian CGE model. Working paper 2004-10.
- Benhabib, J. and M. M. Spiegel (1994). The role of human capital in economic development: evidence from aggregate cross country data. *Journal of Monetary Economics* 34 (2), 143-173.
- Caselli, F., G. Esquivel, and F. Lefort (1996). Reopening the Convergence Debate: A New Look at Cross-Country Growth Empirics. *Journal of Economic Growth* (1), 363-389.
- Dahlby, Bev (2003). Restructuring the Canadian Tax Mix by Changing the Direct/Indirect Tax Mix in *Tax Reform in Canada: Our Path to Greater Prosperity* edited by H. Grubel, Fraser Institute, Vancouver, pp.77-108.
- Fullerton, D., J. B. Shoven, and J. Whalley (1983). Replacing the U.S. income tax with a progressive consumption tax. *Journal of Public Economics* 20, 3–23.
- Gordon, R. H. and Y. Lee (2005). Tax structure and economic growth. *Journal of Public Economics* 89, 1027–1043.
- Hall, R. E. and D. W. Jorgenson (1967). Tax policy and investment behavior. *American Economic Review* 57, 391–414.
- Heckman, J., L. Lochner, and C. Taber (1998). Tax policy and human capital formation. *American Economic Review* 88, 293–297.
- Islam, N. (1995). Growth empirics: A panel data approach. *Quarterly Journal of Economics* 110 (4), 1127–70.
- King, R. G. and S. Rebelo (1990). Public policy and economics growth: Developing neoclassical implications. *Journal of Political Economy* 98, S126–S150.

Le dosage des impôts et la croissance économique :
des leçons pour le Québec

Kneller, R., Bleaney, M.F. and Gemmell, N. (1999). Fiscal policy and growth: evidence from OECD countries. *Journal of Public Economics*, vol. 74, pp. 171–90.

Mankiw, N. G., D. Romer, and D. N. Weil (1992). Contribution to the empirics of economic growth. *Quarterly Journal of Economics* 107 (2), 407–437.

Milesi-Ferretti, G. M. and N. Roubini (1998). Growth effects of income and consumption taxes. *Journal of Money, Credit and Banking* 30 (4), 721–744.

Mill, J. S. (1848). *Principles of Political Economy*. Reprinted in 1977 by University of Toronto Press.

Moral-Benito, E. (2011). Determinants of economic growth: A bayesian panel data approach. *Review of Economics and Statistics*.

OECD (2001). *The sources of economic growth in OECD countries*.

Pecorino, P. (1993). Tax structure and growth in a model with human capital. *Journal of Public Economics*.

Prescott, E. (2004). Why do Americans work so much more than Europeans? *Federal Reserve Bank of Minneapolis Quarterly Review* 28 (1), 2–13.

Rebelo, S. (1991). Long-run policy analysis and long-run growth. *Journal of Political Economy* 99, 500–21.

Solow, R. (1956). A contribution to the theory of economic growth. *Quarterly Journal of Economics* LXX, 65–94.

Widmalm, F. (2001). Tax structure and growth: Are some taxes better than others? *Public Choice* 107 (3/4), 199–219.